



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3992

Texte de la question

POLITIQUE EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, je vous ai écouté attentivement. Vous qui soutenez le candidat du reniement permanent (*Protestations sur les bancs des groupes UMP et NC.*), comment pouvez-vous vous permettre cette leçon ? Qui est celui qui se présente aujourd'hui devant les Français sinon le candidat du reniement, celui qui avait promis l'amélioration du pouvoir d'achat et qui a fait voter hier à sa majorité une augmentation de la TVA qui pèse sur les classes populaires et les classes moyennes ? C'est le candidat que vous soutenez ! (*Mêmes mouvements.*)

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Zéro !

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, nous avons écouté votre leçon mais nous ne pouvons pas l'accepter. Car il est facile de donner des leçons de courage et de cohérence ; mais vous avez oublié dans votre récit de rappeler qu'en 1992, vous, François Fillon, vous avez combattu avec âpreté la création de l'euro, ici même à l'Assemblée nationale. Et c'est vous qui parlez ensuite de cohérence et de courage ?

Qui a défendu l'euro sinon François Mitterrand, sinon Lionel Jospin qui a permis de qualifier la France pour l'entrée dans la zone euro ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Les socialistes ont toujours été au rendez-vous de l'Europe. (*Vives protestations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Nous constatons aujourd'hui que l'Europe est dans l'impasse et nous n'acceptons pas cette résignation.

Aujourd'hui, le courage est de constater que ce sont les marchés qui décident : ils vous ont imposé la crise, ils vous imposent maintenant l'austérité. Le courage, monsieur le Premier ministre, ...

M. Michel Herbillon. Vous vous êtes abstenus hier !

M. Jean-Marc Ayrault. ...c'est d'arrêter de fléchir le genou devant cette logique. Cette résignation, puisque vous l'avez rappelé, c'est le contraire de la grandeur de la France !

Le 1er mars prochain - et c'est le sens de notre vote d'hier - le Président de la République, Nicolas Sarkozy, va signer un traité. Mais après la signature, il y aura la ratification. Nous voulons une renégociation en faveur de la croissance et de l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) François Hollande, candidat à la Présidence de la République, demande aux Français un mandat pour renégocier ce traité, pour la croissance, pour l'emploi, pour l'avenir de la France et de l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur Ayrault, en matière de reniement, vous êtes un expert. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP et du groupe NC.*)

À une époque, dans cet hémicycle, vous avez combattu les privatisations avec une violence extrême ; vous avez été les champions de la privatisation entre 1997 et 2002 !

Vous avez combattu avec la plus extrême violence le passage de 37,5 annuités à 40 en matière de cotisations de retraite ; maintenant, vous défendez 41,5 annuités comme si c'était le choix qui avait été le vôtre !

M. Henri Emmanuelli. Du calme, du calme.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Vous nous parlez en permanence de taxation des revenus des plus riches ;

aujourd'hui, la taxation des revenus des plus riches est de dix points plus élevée que lorsque vous étiez vous-mêmes au pouvoir !

M. Christian Eckert. Ce n'est pas vrai !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Qui a baissé l'impôt sur le revenu en 2000 sinon le gouvernement socialiste ? Qui a allégé la fiscalité sur les stock-options sinon le gouvernement socialiste ?

Alors, franchement, en matière de reniement, on n'a vraiment pas à recevoir de leçon de votre part.

Quant à mon vote sur le traité de Maastricht, monsieur Ayrault, il montre qu'il y a une grande différence entre moi et vous : moi, j'ai voté contre et j'ai eu le courage de mes opinions ; vous, vous abstenez. Mais qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui de s'abstenir lorsque l'euro est menacé, lorsque la construction européenne est fragilisée ? Ou l'on soutient la construction européenne, ou l'on vote contre, mais on ne s'abstient pas. (*Mmes et MM. les députés du groupe UMP et du groupe NC se lèvent et applaudissent longuement.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3992

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 février 2012